

La relation heurtée entre la Russie et l'Ukraine : regards et action de l'Afrique depuis 2014

Françoise Christiane NDAKISSA ONKASSA*

Résumé

Le conflit russo-ukrainien est un point critique des Relations internationales en ce début de millénaire. En effet, depuis 2014, la crise politique trainante, devenue militaire en 2022, entre deux États voisins, a révélé une nouvelle opposition, divisant la planète en deux camps : les États pro-russes d'un côté, puis le camp « occidental » et alliés de l'autre. Cette configuration préfigure, ainsi, une nouvelle guerre froide des blocs. L'Afrique, bien que peu impliquée, n'a pas été épargnée par la guerre de positionnement déclenchée par la diplomatie bilatérale ou multilatérale impulsée par les différents protagonistes, encore moins par les effets négatifs, directs ou collatéraux, de cette conflictualité. Un tel contexte incite à mieux comprendre, à partir des documents qui émanent des analystes russes et africains, ces impacts réels ou potentiels en Afrique, la position de celle-ci face au conflit, tout en évaluant son implication dans les tentatives de paix.

Mots-clés : Crise, Russie, Ukraine, Occident, Afrique, Paix, Nouvelle guerre froide.

Abstract

The Russian-Ukrainian conflict is a critical point in international relations at the beginning of the millennium. Indeed, since 2014, the lingering political crisis, which became military in 2022, between two neighboring states, has revealed a new opposition, dividing the planet into two camps: the pro-Russian states on one side, and the 'Western' camp and allies on the other. This configuration thus prefigures a new Cold War of the blocs. Africa, although not very involved, has not been spared the positioning war triggered by the bilateral or multilateral diplomacy of the various protagonists, and even less by the negative effects, direct or collateral, of this conflict. Such a context prompts a

* PHD en Histoire des Relations Internationales et Politique Étrangère, Enseignante-chercheuse (Assistante), Université Omar Bongo de Libreville, Centre de Recherche et d'Études en Histoire et Archéologie
E-mail : ndakissafrancoise@gmail.com

better understanding, based on documents from Russian and African analysts, of the real or potential impact on Africa, its position in the face of the conflict, and its involvement in attempts to achieve peace.

Keywords: Crisis, Russia, Ukraine, West, Africa, Peace, New Cold War.

Introduction

L'analyse du conflit qui existe entre la Russie et l'Ukraine constitue aujourd'hui un problème urgent pour les spécialistes des relations internationales. La Russie et l'Ukraine, deux pays qui s'affrontent dans la crise ukrainienne croissante, ont une longue histoire de confrontation. L'expérience de vingt-cinq ans d'existence indépendante de la Russie et de l'Ukraine a montré que le problème du développement de leurs relations est d'une grande importance et dépasse le cadre bilatéral, influençant la nature des processus d'intégration ainsi que la situation politico-militaire en Europe. En effet, un conflit interne de grande ampleur se déroule en Ukraine depuis 2014, date à laquelle une série de manifestations, connues sous le nom d'Euromaïdan, a débuté à Kiev, la capitale ukrainienne. La crise ukrainienne¹ de début 2014 a modifié le statu quo en Europe depuis la fin de la guerre froide. La crise politique² qui a émergé en Ukraine au début de l'année 2014 a marqué la fin de la relation constructive entre la Russie et l'Occident qui s'était développée depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Elle ouvre une nouvelle période de rivalité accrue, voire de confrontation, entre les anciens adversaires de la guerre froide. Cette confrontation ressemble à la guerre froide, mais en diffère à bien des égards. Les récents événements en Ukraine ont démontré à quel point l'espace postsoviétique est instable. Possédant un grand potentiel humain, économique, militaire et scientifique et occupant une position géostratégique importante, la Russie et l'Ukraine apparaissent comme les facteurs de stabilisation majeurs du nouvel ordre mondial européen.

Par ailleurs, le conflit russo-ukrainien a été la source de plusieurs répercussions à différentes échelles. Ces répercussions se produiront de

¹ L'expression "crise ukrainienne" désigne deux malentendus entre les représentations russes et occidentales.

² Déficit de communication entre Moscou et l'Occident.

trois manières principales. Premièrement, la hausse des prix des matières premières, telles que les denrées alimentaires et l'énergie, fera encore augmenter l'inflation, ce qui aura pour effet d'éroder la valeur des revenus et de peser sur la demande. Deuxièmement, les pays voisins, en particulier, devront faire face à une perturbation des échanges commerciaux, des chaînes d'approvisionnement et des transferts de fonds, ainsi qu'à une augmentation historique des flux de réfugiés. Enfin, la perte de confiance des entreprises et l'incertitude accrue des investisseurs pèseront sur le prix des actifs, ce qui aura pour effet de resserrer les conditions financières et de provoquer éventuellement des sorties de capitaux des marchés émergents. L'Afrique, quant à elle, n'est point épargnée. Alors que le continent se remet progressivement de la pandémie, cette crise est venue bouleverser ces progrès. De nombreux pays de la région sont particulièrement vulnérables aux retombées de la guerre, notamment en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, de la réduction du tourisme et des difficultés potentielles d'accès aux marchés de capitaux internationaux. Le conflit survient alors que la plupart des pays disposent d'une marge de manœuvre minime pour contrer les effets de ce choc. Cette situation risque d'aggraver les pressions socioéconomiques, la vulnérabilité liée à la dette publique et les séquelles de la pandémie auxquelles étaient déjà confrontés des millions de ménages et d'entreprises.

La pertinence de la recherche découle du fait que la détérioration de la situation internationale exacerbe le problème du choix de la voie économique et politique future. Les sanctions économiques sévères imposées par l'Occident, les charges financières liées à l'annexion de nouvelles régions à la Russie, sans parler des éventuels affrontements militaires avec l'Ukraine, affectent l'économie africaine, surtout le climat d'investissement et, contraignent l'Afrique à faire un choix minutieux au niveau de ses partenaires. D'où l'intitulé du thème traité à savoir : relation heurtée Russie – Ukraine, regards et actions de l'Afrique. Dès lors, la question est de savoir quel est la position et l'action de l'Afrique face au conflit russo-ukrainien ? Cette interrogation ramène à l'hypothèse selon laquelle la confrontation mondiale oblige l'Afrique à se positionner concrètement sur le conflit Russie – Ukrainien.

Concernant la littérature utilisée, l'analyse de la thématique de cette recherche est de nature interdisciplinaire. Ce qui implique de faire appel à des sources variées issues de l'histoire, des relations internationales et de la politique étrangère. De nombreux travaux de penseurs d'origine russe portant sur la politique étrangère de la Russie ont été consacrés à cette question, à savoir : (Kurylev 2014 : 38), (Aliev, Urumova 2012 : 190), (Drobot, Stamati, Nikitina 2016 : 143), (Lagutenko 2016 : 33). La thématique portant sur la relation Russie – Ukraine n'a pas réellement fait l'objet d'une recherche poussée au sein du département d'Histoire et Archéologie. Dans le même sens, il n'existe quasiment pas de mémoires sur le sujet.

Du point de vue méthodologique, la recherche s'est appuyée sur une consultation des bases empiriques des institutions russes sur sa politique étrangère, également sur un examen des travaux scientifiques portant sur la politique étrangère de la Russie, produit par des enseignants – chercheurs russes au département de théorie et histoire des relations internationales.

Ainsi, les résultats obtenus de la recherche lèvent le voile sur la question de la relation Russie – Ukraine, axée sur l'aperçu panoramique et le regard africain du conflit russo-ukrainien.

1. Aperçu panoramique du conflit russo-ukrainien depuis 2014

1.1. Histoire du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Les conflits Russe avec l'Ukraine ont commencé bien avant les événements de Kiev. Depuis 1993, les deux pays sont en désaccord sur la question du gaz. C'est pendant ces conflits qu'a eu lieu la « révolution orange », qui a marqué le vecteur pro-européen de la politique étrangère ukrainienne. Par la suite, des mesures ont été prises pour résoudre ces conflits, mais la cote de la Russie s'est effondrée, et les pays européens, réalisant leur dépendance « gazière », ont commencé à envisager des mesures pour y remédier (A. T. Aliev, F. M. Urumova, 2012 : 190). Il est donc naturel que l'Europe veuille soutenir les autorités ukrainiennes dans leurs sentiments antirusses.

Le point de départ de la controverse actuelle peut être considéré comme la crise politique en Ukraine en 2013, qui a été déclenchée par la décision du gouvernement ukrainien de suspendre le processus de

signature de l'accord d'association avec l'Union européenne. Cette décision a été suivie de manifestations d'opposition à Kiev, connues sous le nom d'« Euromaïdan » (Kurylev 2014 : 38). Le 21 février, le président en exercice de l'époque, Viktor Ianoukovitch, a signé l'accord avec les manifestants sous la pression des pays occidentaux.

L'accord prévoyait un retour immédiat à une forme de gouvernement parlementaire-présidentielle, la création d'un « gouvernement de confiance nationale » et des élections présidentielles anticipées. Mais, à la suite de cet accord, M. Ianoukovitch a été évincé et Oleksandr Turchynov, le président de la Verkhovna Rada, a pris la présidence. Les nouvelles autorités ont été reconnues par l'Union européenne et les États-Unis, mais les dirigeants russes ont adopté une attitude très négative à l'égard de la situation. Ils ont refusé de la considérer comme un participant égal dans le dialogue de politique étrangère. Afin de résoudre le conflit et de restaurer la légitimité des autorités, la Russie a fait appel aux pays occidentaux pour qu'ils l'aident à mettre en place un gouvernement d'unité nationale et à organiser des élections, comme prévu initialement.

Le chaos qui règne à la tête de l'État a entraîné des manifestations de protestation dans le sud-est de l'Ukraine, où la population est la plus proche de la Fédération de Russie et souhaite maintenir des liens étroits avec elle. Très vite, de simples protestations se sont transformées en conflit armé et le pays a commencé à être déchiré par un sentiment séparatiste.

Les actions armées en Ukraine ont commencé par la prise de bâtiments administratifs par des militants. Les opposants ont agi de manière décisive et il y a eu des victimes. Les représentants des États-Unis et de l'Union européenne ont pleinement soutenu les activités armées de l'opposition, les qualifiant de « combattants de la liberté » (Kurylev 2014 : 38). Ce qui est une conséquence de la lutte pour l'influence occidentale et russe en Ukraine. La guerre de l'information commence déjà à ce moment-là. Des actions publiques et politiques de masse contre les actions des organisations nationalistes de droite, pour la défense de la langue russe avec des slogans pro-russes, ont conduit à une confrontation armée dans les oblasts de Donetsk et de Luhansk, les nouvelles autorités considérant leurs activités comme illégales et inappropriées. Ces slogans ont finalement été remplacés par des

demandes d'autonomie régionale, qui ont conduit à la proclamation des républiques populaires de Donetsk et de Louhansk (Kurylev 2014 : 38).

La crise de Crimée a continué à aggraver le conflit. Outre la République populaire de Donetsk et la République populaire de Louhansk en Ukraine, Sébastopol et la République autonome de Crimée ont refusé d'accepter la légitimité du nouveau gouvernement et ont demandé l'aide de la Russie. Un référendum sur le statut de la Crimée a été organisé et s'est tenu dans un court laps de temps, à la suite duquel la Crimée a été intégrée à la Fédération de Russie.

En réponse à l'annexion de la Crimée à la Fédération de Russie, l'Ukraine a publié une loi « sur la garantie des droits et libertés des citoyens et du régime juridique dans le territoire temporairement occupé de l'Ukraine » du 15 avril 2014. Selon cette loi, la Crimée est considérée comme un territoire temporairement occupé, ainsi qu'une partie intégrante de l'Ukraine, qui est soumise à la constitution et aux lois du pays. Les actions de la Russie ont été qualifiées d'agression armée non seulement en Ukraine, mais aussi dans le monde entier. Il n'y a toujours pas de consensus sur la légalité de l'annexion de la Crimée (Kurylev 2014 : 38).

L'Ukraine fait actuellement l'objet de multiples sanctions contre la Russie. L'Ukraine a décidé de ne pas coopérer avec la Russie pour la construction des troisième et quatrième unités de la centrale nucléaire de Khmelnytsky. L'entrée des citoyens russes en Ukraine a également été restreinte. La manière dont ce conflit sera résolu n'est pas encore claire. Cependant, l'on peut affirmer sans risque de se tromper que peu de gens s'attendaient à ce que des actions qui ont commencé comme une expression pacifique de la volonté de soutenir l'intégration européenne conduisent à une guerre civile et à la division de l'Europe (Drobot, Stamati, Nikitina 2016 : 143).

1.2. Le contexte international de la crise ukrainienne

D'un point de vue international, la crise ukrainienne de 2014 a révélé un certain nombre de nœuds problématiques pour la Russie. Nous assistons au plus haut degré de consolidation entre les États-Unis et l'UE depuis des décennies. Tout d'abord, l'euro-atlantisme et la plateforme commune de valeurs sur laquelle l'Europe et les États-Unis se sont appuyés pendant des décennies n'ont pas été appréciés. Les

tentatives visant à mettre en avant le facteur purement économique, la recherche du profit et les liens entre les entreprises européennes et russes, n'ont pas donné les résultats escomptés à Moscou, et les moyens de lobbying, bien que visibles, sont restés insuffisants pour atteindre les objectifs de la politique globale (Lagutenko 2016 : 33).

L'UE et les États-Unis entretiennent des liens très forts depuis le plan Marshall et la guerre froide, et ces liens ont perduré jusqu'aujourd'hui. Le système financier européen, en tant que partie intégrante du système financier mondial, est fortement dépendant des États-Unis. Les analystes militaires russes soulignent souvent la faiblesse de la plupart des armées européennes, habituées à s'appuyer sur la machine militaire américaine au sein de l'OTAN. Il s'agit là un facteur important de l'énorme dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique du Nord : le « bouclier » américain permet aux Européens de minimiser leurs propres dépenses militaires tout en canalisant les fonds supplémentaires vers le développement économique et les programmes sociaux.

Outre le rôle prépondérant des États-Unis en Europe, la position allemande s'est avérée nettement plus ferme que prévu, évoluant pour être de plus en plus dure à l'égard de Moscou. Cette évolution est due non seulement à la pression exercée par les États-Unis sur A. Merkel, mais aussi à des raisons internes, à savoir le rôle croissant de l'Allemagne au sein de l'UE et la formulation progressive par Berlin d'une nouvelle politique orientale. En fait, au lieu d'utiliser son partenariat avec la Russie pour affaiblir l'influence des États-Unis sur l'UE et sur l'Allemagne elle-même, Berlin a utilisé l'intervention de Moscou dans la crise ukrainienne, présentée au public européen comme une menace pour l'ordre mondial européen, pour s'imposer à la tête d'une Europe unie.

On ne peut que souscrire à l'affirmation des autorités russes selon laquelle l'Occident ne serait pas opposé à un changement du régime en place en Russie. À tout le moins, il est clair que les États-Unis tentent de mettre en œuvre le concept visant à empêcher l'émergence d'un autre centre de gravité en Europe, en la personne de Moscou. À cet égard, aucun espoir d'un éventuel partenariat sur le Moyen-Orient, la réduction du désarmement, l'espace ou l'écologie ne changera le vecteur général (Kurylev 2018 : 272). Sur les questions tactiques, des compromis peuvent être trouvés en fonction de la situation, mais sur le plan stratégique, le refroidissement des relations entre la Russie et l'Occident

risque de durer. Beaucoup dépendra ici de la mesure dans laquelle les autorités russes seront capables de surmonter les problèmes économiques. Étant donné que l'Occident est généralement intéressé par la réduction du potentiel militaire et politique de Moscou, mais qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe d'avoir une crise économique profonde et prolongée sur le marché russe prometteur, une pression excessive des États-Unis sur l'économie russe pourrait entraîner l'opposition de Bruxelles (Kurylev 2018 : 272).

La révision unilatérale de la frontière avec l'Ukraine par la Russie, bien qu'elle soit due en grande partie à l'incapacité de Kiev à sortir de l'impasse en Crimée puis à s'entendre avec l'opposition dans le sud-est, n'a trouvé le soutien d'aucun des États de l'espace post-soviétique. La nouvelle proclamation pro-russe de républiques dans le sud-est de l'Ukraine a conduit même les partenaires les plus proches, la Belarussie et le Kazakhstan, à s'inquiéter de la dynamique du fait accompli et des changements possibles sur la carte politique, projetant la situation sur eux-mêmes. En conséquence, le soutien des pays partenaires de l'Union douanière et de l'Union économique eurasienne a été sensiblement plus faible que prévu. Il est devenu évident qu'une union à part entière nécessiterait des décennies de travail de longue haleine, et les partenaires de Moscou, tels qu'Alexandre Loukachenko, étaient plus préoccupés par l'extraction de profits à court terme et la tentative de garder « les coudées franches » que par un partenariat stratégique avec Moscou.

Le processus de Minsk, en tant que première tentative de résolution de la situation, a mis davantage en évidence les positions opposées des parties en raison des différentes interprétations des documents finaux.

L'un des risques les plus graves pour la Russie dans la crise ukrainienne de 2014 était le renoncement à son statut de non-aligné, qui avait largement assuré un équilibre géostratégique favorable à la Russie dans toute la région de l'Europe de l'Est. La tentative de renoncer au statut de pays non aligné n'est pas une première pour l'Ukraine ; elle avait déjà été envisagée par Leonid Koutchma lors de son second mandat présidentiel, tandis que Viktor Iouchtchenko, devenu chef de l'État ukrainien, déclarait officiellement l'intégration à l'Alliance de l'Atlantique Nord comme l'une des priorités de la politique étrangère du pays (cette décision de Iouchtchenko a été annulée sous Viktor Ianoukovitch).

Toutefois, tant sous Koutchma que sous Iouchtchenko, la majorité des Ukrainiens ne soutenaient pas l'idéologie euro-atlantique ; il existait également une forte opposition parlementaire à l'euro-atlantisme, représentée par les régionalistes, les communistes et les socialistes. Aujourd'hui, dans le contexte du conflit russo-ukrainien, le mouvement en faveur de l'OTAN a gagné sensiblement plus de partisans parmi les Ukrainiens ordinaires, en particulier dans l'ouest et le centre du pays. C'est ce qu'ont démontré les dernières élections législatives, qui ont vu la formation d'une coalition gouvernementale de partis engagés en faveur d'une coopération étroite avec l'OTAN et de l'intégration dans l'alliance (Yatsenyuk, Sadovy, Lyashko et Timoshenko en ont tous parlé avant les élections, tandis que Poroshenko a parlé de former une alliance de sécurité avec les États-Unis et l'Europe). Les résultats des élections ont sans aucun doute été affectés par des facteurs tels que la perte totale (Crimée) ou partielle (perte de contrôle de Kiev sur Donetsk et Louhansk) des régions dont la population était la plus pro-russe, l'opération militaire dans le sud-est, accompagnée de l'image largement diffusée de la Russie comme menace pour l'indépendance de l'Ukraine dans les médias ukrainiens, etc. Certes, fin mai, M. Porochenko avait noté que les Ukrainiens favorables à l'adhésion à l'OTAN n'étaient pas majoritaires à l'époque, mais selon UNIAN et GFK Ukraine, d'après les enquêtes sociologiques qu'il a menées ces derniers mois, le nombre de partisans de l'adhésion à l'alliance a approché la moitié des personnes interrogées. Par ailleurs, comme dans les cas précédents, il existe toujours une grande différence entre les préférences des résidents de l'Ouest et du Centre du pays, d'une part, et du Sud-Est, nettement plus oppositionnel, d'autre part.

2. Le regard africain face au conflit russo – ukrainien

Dans le contexte de la confrontation mondiale entre la Russie et l'Occident, la lutte pour la sympathie des États africains ne fait que s'intensifier. Depuis plusieurs années, les groupes de réflexion occidentaux décrivent les liens économiques, culturels et sanitaires entre l'Afrique et la Russie comme une menace sérieuse pour l'Occident. Il est normal qu'une opération militaire spéciale en Ukraine n'ait fait qu'exacerber le désir des États occidentaux et des politiciens individuels de fixer d'une manière ou d'une autre l'allégeance politique

de l'Afrique subsaharienne. En particulier, en mars 2022, le Parlement européen a avancé l'idée d'un nouveau type d'investissement pour le continent - un investissement destiné à contrer les cycles économiques. Et au Sénat américain, une résolution bipartisane a été proposée pour demander à l'exécutif d'organiser un deuxième sommet États-Unis-Afrique.

L'importance du continent africain dans l'élaboration d'un nouvel ordre mondial plus équitable ne fait aucun doute. Il est nécessaire de connaître les spécificités des positions des États africains sur l'opération militaire spéciale en Ukraine et les moyens possibles de transformer leurs approches dans cette direction et par rapport à la Russie en général.

Les deux votes à l'Assemblée générale des Nations unies ont constitué un véritable test de résilience face à la pression de l'Occident collectif. La résolution ES-11/1³ de l'Assemblée générale des Nations unies, intitulée « Agressions contre l'Ukraine », adoptée le 2 mars 2022, contient une évaluation extrêmement partielle de la situation et impute toute la responsabilité à la Russie et au Belarus. Tout aussi importante a été l'adoption de la résolution ES-11/3⁴ de l'AGNU « Suspension de l'adhésion de la Fédération de Russie au Conseil des droits de l'homme » du 7 avril 2022.

L'Afrique subsaharienne peut être divisée en deux groupes, en fonction de l'attitude exprimée à l'égard de l'opération militaire spéciale en Ukraine par les uns et les autres.

Le premier groupe est constitué des « loyalistes » à l'Occident, c'est-à-dire des États qui reproduisent directement ou indirectement la position de Washington et de Bruxelles.

Le second groupe est celui des « bienfaiteurs » de la Russie. Dans cette catégorie se trouvaient les pays qui ne se sont pas joints à la rhétorique antirusse, se sont abstenus ou ont voté contre les deux résolutions à l'AGNU.

³ Résolution, 2022, Résolution de l'Assemblée Générale portant sur les « Agressions contre l'Ukraine », [FR.pdf](#), consulté le 15.06.2022.

⁴ Résolution, 2022, Résolution de l'Assemblée Générale portant sur les « Suspension de l'adhésion de la Fédération de Russie au Conseil des droits de l'homme », [A_RES_ES-11_3-EN.pdf](#), consulté le 15.06.2022.

2.1. Regard pro – occidental de l'Afrique face au conflit Russie - Ukrainien

Le loyalisme envers l'Occident et les évaluations sévères de l'opération militaire spéciale en Ukraine sont principalement exprimés par les États d'Afrique de l'Ouest. Lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, le représentant du Gabon a qualifié l'arène internationale de jungle où il n'y a que des prédateurs et des victimes, et a demandé que cette situation change. La ministre des affaires étrangères du Ghana, Shirley Aikor Botchway, a qualifié les actions de la Russie d'« invasion non provoquée ». Une ligne unilatérale similaire est également inscrite au niveau du groupement d'intégration régionale de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. Le 27 février de cette année, la CEDEAO a publié une condamnation brève et sans équivoque de l'« invasion » de l'Ukraine par la Russie et a appelé à la recherche des « intérêts de la paix dans la région ».

Ce sont également les pays d'Afrique de l'Ouest qui dominent le parrainage de la résolution sur « l'agression contre l'Ukraine » (Ghana, Gambie, Niger, Liberia). Le Botswana, la RDC et le Malawi ont également coparrainé la résolution. Cependant, seul le Liberia reste sur la liste des co-parrains de la résolution ES-11/3 ⁵ de l'AGNU parmi les États africains.

Bien sûr, les pays d'Afrique de l'Ouest ne sont pas les seuls à faire partie des « loyalistes » de l'Occident. La RDC, le Malawi, l'Île Maurice, les Seychelles et le Tchad ont également voté pour les deux résolutions antirusse. Bien que la motivation et le degré d'ouverture au dialogue avec la Russie varient d'un État à l'autre, ils ont en commun de dépendre fortement des capitaux européens (en particulier des capitaux bancaires). Il est intéressant de noter que la résolution de l'AGNU de mars a recueilli 24 voix africaines, alors que celle d'avril n'en a recueilli que 9. Cela suggère que le soutien à la rhétorique antirusse doit être constamment alimenté par la diplomatie occidentale et ne reflète pas les opinions sous-jacentes de la politique étrangère des États africains (à l'exception, peut-être, du Liberia et de Maurice). Globalement, le groupe des « loyalistes » occidentaux compte 10 à 15 États et pourrait

⁵ Résolution, 2022, Résolution de l'Assemblée Générale portant sur les « Aggressions contre l'Ukraine », [FR.pdf](#), consulté le 15.06.2022.

s'élargir en raison de la pression croissante exercée par les anciennes métropoles et Washington.

2.2. *Regard pro – russe de l’Afrique face au conflit Russie - Ukrainien*

Cette réaction de soutien à la Russie de la part de l'Afrique n'est pas surprenante. L'Afrique et la Russie ont toujours entretenu des relations chaleureuses. De nombreux pays africains s'abstiennent de condamner le rôle de la Russie dans la crise ukrainienne. Ils adoptent une position indépendante en raison de leur histoire de colonialisme impérialiste et de leurs liens établis avec l'URSS et la Russie⁶. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de libération nationale et les pays indépendants d'Afrique ont établi de solides relations diplomatiques et économiques, d'abord avec l'Union soviétique, puis avec la Fédération de Russie. Sous l'Union soviétique, Moscou était l'un des principaux soutiens des mouvements de libération nationale qui cherchaient à obtenir leur indépendance vis-à-vis des puissances coloniales européennes soutenues par Washington. L'Union soviétique a fourni des bourses d'études, une formation militaire et des armes à diverses organisations luttant pour briser les chaînes du colonialisme et se débarrasser de la domination de Lisbonne, Londres, Paris et Washington.

Pourtant, même sous les systèmes coloniaux les plus répressifs qui existaient dans les anciennes colonies portugaises, en Afrique du Sud, en Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) et en Afrique du Sud-Ouest (aujourd'hui Namibie), les États-Unis ont refusé pendant des décennies d'aider à la décolonisation par le biais des pratiques démocratiques préconisées par les mouvements de libération. Les sociétés américaines ont maintenu des investissements importants en Rhodésie du Nord et du Sud, en Afrique du Sud et en Namibie au cours des périodes qui ont précédé la montée au pouvoir des masses populaires dans ces États coloniaux. Après tout, c'est Moscou qui a montré aux habitants du continent qu'elle était prête à développer des relations égales et mutuellement bénéfiques avec eux, à développer leur économie, à construire des installations économiques nationales à des conditions favorables et, dans les moments difficiles, même pour elle-même, elle

⁶ NOTE, 2019, Note sur la Russie et l'Afrique : Mythes et Réalités, Note №19, « La Russie et l'Afrique : mythes et réalités » (obsfr.ru), consulté le 12.06.2022.

a annulé les dettes de milliards de dollars des pays africains (KURYLEV 2018 : 272).

Les citoyens africains comprennent donc que les opérations spéciales russes ont un objectif important. Ils sont bien conscients des dangers du nazisme, de ce à quoi il peut mener et de la raison pour laquelle il doit être combattu par tous les moyens disponibles. La plupart de l'élite du continent africain a étudié en URSS. Ils sont les médecins, les ingénieurs, les scientifiques et les pilotes de l'Afrique. Pour tout cela et bien d'autres choses encore, les Africains sont profondément reconnaissants aux Russes. Cependant, l'expansion notable de la présence de Moscou sur le continent depuis 2014 joue également son rôle. En outre, de nombreux pays africains considèrent la Russie et la Chine comme des alliés importants au sein des Nations unies. La coopération de la Russie avec l'Afrique du Sud dans le cadre des BRICS et du G20 contribue effectivement à la création d'un monde multipolaire et renforce la position de la Russie sur la scène mondiale. Elle contribue également à rendre plus légitime le système multipolaire des relations internationales. Les BRICS, quant à eux, constituent une importante plate-forme de négociation intermédiaire entre les intérêts des pays individuels et le G20 (GOLDSTEIN Andrea, LEMOINE Françoise, 2013 : 117).

Conclusion

Aujourd'hui, les relations entre la Russie et l'Ukraine laissent beaucoup à désirer. La détérioration de l'environnement économique dans les deux pays, la division par trois du commerce extérieur, la hausse de l'inflation et du chômage sont autant de conséquences du conflit régional. Sur la base de la situation actuelle, on peut dire que le conflit entre les pays n'a pas encore été résolu. Les autorités ukrainiennes et européennes continuent de soutenir les sanctions commerciales contre la Russie et l'Ukraine a toujours une dette de gaz envers la Russie, ce qui aggrave naturellement la situation.

Le conflit russo – ukrainien est l'occasion d'entamer la phrase du repositionnement de forces sur la scène mondiale. Il a accéléré la formation d'un nouveau « monde bipolaire » dans lequel l'Afrique est apparemment départagée. La nouvelle architecture présente deux positions dont l'une soutenant la vision « anti - occidentale » d'une part,

d'autre part, la position « pro-occidentale ». Elle contribue à rendre plus difficile les partenariats entre la Russie et les pays africains. Entraînant ainsi, un ralentissement ou une réticence dans les relations bilatérales déjà existant.

L'Ukraine pourrait – elle convaincre toute l'Afrique de prendre en sa faveur lors des prochains votes sanctions à l'ONU au détriment de la Russie ?

Références bibliographiques

- ALIEV Aleksandr Tofikovitch, URUMOUVA Fatima Mixailovna, 2012, « Challenges, problems and risks of modern Russian economy », *Bulletin de l'Université Pouchkine de Leningrad*, N° 3, p. 183-190.
- DROBOT Elena.Valiervna, STAMATI Edouard.Petrovitch, Nikitina Alla Valiervna, 2016, « Russia and Ukraine: Opportunities and Threats », *Journal of Economic Relations*, N° 4, p. 132-143.
- FROLKIN Pavel Petrovitch, SHISHKIN Dimitri. Petrovitch, 2014, « La guerre de l'information contre la Russie et le nationalisme en Ukraine comme une menace d'actualité pour la sécurité nationale de la Russie », *Sécurité de l'information des régions*, N° 2, p. 75-79.
- GOLDSTEIN Andrea, LEMOINE Françoise, 2013. « Les BRIC dans la gouvernance mondiale : les effets de la crise globale », dans *Andrea Goldstein, L'économie des BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine*, Paris, La Découverte, p.108-117.
- KURYLEV Konstantin Petrovitch, 2014, « La crise ukrainienne de 2013-2014 et le "printemps arabe" de 2011 : similarités et différences », *Revue Vestnik de l'Université de l'Amitié des Peuples de Russie*, N° 4, p. 25-38.
- KURYLEV Konstantin Petrovitch, 2018, *La crise ukrainienne et Sécurité internationale*, Moscou, Lenand.
- LAGUTENKO Sergei Nikolaevitch, 2016, « La crise politique ukrainienne de 2014 comme objet de la guerre de l'information entre la Russie et l'Ukraine », N° 9, p. 30-33.
- RÉSOLUTION, 2022, Résolution de l'Assemblée Générale portant sur les « Agressions contre l'Ukraine », [FR.pdf](#), consulté le 15.06.2022.

RÉSOLUTION, 2022, Résolution de l'Assemblée Générale portant sur les « Suspension de l'adhésion de la Fédération de Russie au Conseil des droits de l'homme », A_RES_ES-11_3-EN.pdf, consulté le 15.06.2022.

NOTE, 2019, « La Russie et l'Afrique : mythes et réalités », n° 19, (obsfr.ru), consulté le 12.06.2022.